

À surveiller :

Brunéi Darussalam – au-delà du pétrole et du gaz

Brunéi Darussalam, un sultanat de 370 000 habitants riche en hydrocarbures, est le troisième producteur pétrolier du Sud-Est asiatique et le quatrième au monde pour ce qui est du gaz naturel liquéfié. Depuis la découverte des premiers gisements en 1929, l'industrie du pétrole et du gaz est la principale source de revenus du pays, assurant plus de 40 % de son produit intérieur brut (PIB). Le Brunéi cherche toutefois à diversifier son économie afin de la transformer en une destination favorable à l'investissement étranger.

Vue d'ensemble

Pays où règne la stabilité économique et politique, il peut se targuer d'un taux d'alphabétisation d'environ 92 % et d'un des niveaux de vie les plus élevés dans cette région.

Grâce à sa situation dans la mer de Chine méridionale, grâce aussi à un régime d'investissement

de stimuler la croissance économique et d'attirer les investissements étrangers directs en misant sur les ressources énergétiques du Brunéi.

Le BEDB a entrepris de s'acquitter de son mandat en annonçant une stratégie en deux volets destinée à attirer 5,3 milliards de dollars en nouveaux investissements et à créer environ 6 000 emplois permanents d'ici 2008. Le premier volet consiste à transformer le secteur de Sungai Liang en un complexe industriel de calibre mondial pour l'industrie pétrochimique et la fabrication, tandis que le second repose sur l'aménagement à Pulau Muara Besar d'un port en eaux profondes pour la manutention des conteneurs afin de pouvoir répondre aux besoins de plus en plus complexes de la navigation commerciale.

Une usine sera construite pour produire 2 000 tonnes d'ammoniac et 3 500 tonnes d'urée par jour. De plus, on envisage la construction d'une usine de production de méthanol d'une capacité de quelque 850 000 tonnes par année.

Pour ce qui est du projet de Pulau Muara Besar, le BEDB a lancé une campagne de promotion afin de trouver les partenaires voulus en vue de la construction d'un port de calibre mondial pouvant servir de plaque tournante pour le

transbordement de conteneurs. Parmi les autres projets en voie de réalisation figurent la construction d'une aluminerie, celle d'une usine d'engrais et la mise sur pied d'un centre d'innovation pour les PME. Ce centre (SME

Innovation Centre), dont l'achèvement est prévu pour juillet 2006, sera doté d'installations et de programmes de mentorat capables de servir 21 entreprises locales et coentreprises spécialisées dans les TI.

Débouchés

On s'attend à ce que les usines d'ammoniac, d'urée et de méthanol, l'aluminerie et les installations portuaires engendrent des débouchés secondaires.

Certains secteurs susceptibles de présenter un intérêt particulier pour les entreprises canadiennes : la production d'électricité et d'énergie (construction d'une centrale de plus de 1 000 mégawatts), l'environnement (usine de traitement des eaux et mise en valeur des terres), la construction de bâtiments, le développement des ressources humaines, les transports et les TIC.

Renseignements : haut-commissariat du Canada à Brunéi Darussalam, tél. : (011-673) 222-0043, téléc. : (011-673) 222-5422, courriel : bsbgn@international.gc.ca, site Web : www.brunei.gc.ca.



et à une fiscalité favorables, Brunéi offre des conditions idéales aux entreprises désireuses d'y investir.

Pour attirer les capitaux, le gouvernement a créé le Brunei International Financial Offshore Centre en 2000. La Banque Royale du Canada était la première institution financière étrangère à s'y implanter, bientôt suivie de six autres banques étrangères. Après les hydrocarbures, la fabrication textile et la transformation des produits de la mer sont au nombre des secteurs qui contribuent au PIB.

En 2001, les autorités du pays ont rétabli le Brunei Economic Development Board (BEDB), organe d'État créé en vertu d'une loi spéciale, lui confiant la tâche

Cityscape 2006 : un salon vendeur pour les promoteurs

Dubaï, Émirats arabes unis, du 4 au 6 décembre 2006 > Depuis deux ans, Cityscape, une foire internationale consacrée à l'aménagement et aux investissements immobiliers, sert de vitrine aux fournisseurs canadiens de services de génie et d'architecture.



L'hôtel Burj Al Arab à Dubaï

Pour les entreprises canadiennes de ce secteur désireuses de s'implanter ou d'élargir leur présence au Moyen-Orient, il s'agit là d'un rendez-vous incontournable. Rappelons que le secteur de la construction dans cette région vaut plus de 270 milliards de dollars et que les débouchés y sont nombreux. Parmi les entreprises canadiennes qui ont réussi à s'y imposer, mentionnons Cansult, Crang & Boake, HOK, NORR et Zas Architects.

Selon Phil Jones, vice-président de HOK Canada, « cette exposition, qui réunit en un seul endroit promoteurs, investisseurs et consultants, est unique en son genre. Pour se lancer sur ce marché, la participation à Cityscape est essentielle. »

La foire a attiré l'an dernier plus de 23 000 participants et 280 exposants venus de 85 pays. Les chiffres témoignent de sa croissance spectaculaire : par rapport à 2004, la participation a augmenté de 220 % tandis que la superficie d'exposition s'est accrue de 150 %. En trois jours, les transactions conclues par les participants ont atteint quelque 30 milliards de dollars, et bon nombre d'autres contrats sont en négociation. Cityscape est véritablement un tremplin incomparable pour cette industrie.

Cette année encore, Ontario Export sera l'hôte au pavillon du Canada, qui accueillera des cabinets d'ingénieurs et d'architectes.

Renseignements : Venky Rao, représentant outre-mer de l'organisateur, courriel : venkyrao@rogers.com, ou Al Hinton, Ontario Exports, courriel : al.hinton@edt.gov.on.ca, site Web : www.cityscape-online.com. La réservation des espaces d'exposition se fait selon le principe du premier arrivé, premier servi.

En Inde, les infrastructures risquent de ralentir la croissance

Pour poursuivre son développement, l'Inde doit transporter des personnes et des marchandises sur son territoire et à l'étranger. Malheureusement, les infrastructures indiennes sont en piteux état. En 2000, l'Inde avait le troisième réseau ferroviaire en importance dans le monde, mais il est dangereux, l'investissement y est faible, comme la productivité, et les tarifs sont trop bas. En outre, l'Inde transporte moins de voyageurs et de marchandises par avion que d'autres pays émergents. Et bien que le réseau routier indien s'étende sur plus de 3 millions de kilomètres — ce qui est nettement supérieur au réseau routier du Brésil, de la Chine ou du Canada — les routes sont mal entretenues et seulement 46 % sont asphaltées. Faut-il s'étonner que très peu de marchandises soient transportées par route. Ainsi, la médiocrité des infrastructures de transport risque de peser sur sa croissance et peut constituer un frein pour les entreprises qui voudraient y prendre de l'expansion.

Produit par la Direction de l'analyse des données courantes et structurelles, Bureau de l'économiste en chef. (www.international.gc.ca/eet)

FAITS ET CHIFFRES**Réseau routier (millions de km)**